



Communiqué du PCF
Caen le 29 Novembre 2010

Loi NOME

Avec la loi NOME, sous la pression de l'Europe afin de répondre à « la concurrence libre et non faussée » l'Energie électrique française est livrée aux entreprises privées pour le bien des spéculateurs.

C'est un véritable aveu de l'échec de l'ouverture à la concurrence du secteur énergétique ! C'est aussi l'aveu que l'objectif de tout ce dispositif n'est pas de faire baisser les prix, mais de les augmenter !

La loi NOME va favoriser « la concurrence » dans le secteur de l'énergie et permettra à tous les fournisseurs d'électricité en France, GDF Suez, Poweo, Direct Energie et autres entreprises privées européennes, de s'approvisionner auprès d'EDF aux conditions économiques du parc nucléaire historique. Cette réforme obligera EDF à céder le quart de sa production électronucléaire à un prix avantageux à tout fournisseur qui en fera la demande.

C'est spolier l'ensemble des usagers français d'un juste retour sur l'investissement qu'ils ont financé depuis des décennies en payant leurs factures d'électricité !

Pour les citoyens, les artisans, les entreprises, les collectivités territoriales les factures d'électricité vont s'élever mécaniquement et très rapidement puisque tout le monde s'alignera sur des prix "de marché" qui garantiront une marge suffisante à tous les opérateurs. Envolé les tarifs régulés fixés par l'Etat !

Selon la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) il faut s'attendre à 25% d'augmentation de la facture d'électricité d'ici 2015.

La conception du service public de l'énergie défendu par le PCF, s'inscrit dans le long terme ! Elle est diamétralement opposée à la logique du marché, la concurrence et la privatisation soutenue par le gouvernement et l'Europe libérale défendue par Nicolas Sarkozy.

Le PCF réaffirme qu'il faut rompre avec la libéralisation des services publics en Europe afin d'extraire les secteurs vitaux des griffes du marché. Il prendra prochainement des initiatives dans ce sens.

Il faut ouvrir d'autres logiques basées sur les coopérations, la démocratie, la transparence et le renforcement de la maîtrise publique dans des secteurs vitaux pour l'économie européenne.

Le PCF appelle toutes les forces de gauche, toutes les organisations attachées au service public, tous les citoyens, à s'unir pour la construction d'un véritable service public de l'énergie et à tout mettre en œuvre pour empêcher l'application de cette loi.

Jean Lebon
Secrétaire de la Fédération du Calvados du Parti Communiste Français